

INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

Janvier 2000

FAITS SAILLANTS

-  **En décembre, le taux de chômage au Canada s'est maintenu à 6,9 %, son niveau plancher des 18 dernières années.**
-  **En octobre, la production a progressé pour un quinzième mois d'affilée malgré le ralentissement de la croissance.**
-  **La croissance des exportations a repris en octobre, faisant ainsi augmenter l'excédent commercial du Canada.**
-  **Le dollar et les marchés canadiens ont fait des gains importants vers la fin de 1999, mais ils se sont repliés au début de la nouvelle année.**

Indicateurs économiques mensuels clés

		Variation en % depuis		
			le mois dernier	l'an dernier
PIB réel (En \$ 1992, milliards)	756,2	0,1	4,2	Oct.
Biens	252,6	-0,1	5,8	Oct.
Services	503,7	0,3	3,4	Oct.
Indice composite	219	0,5	5,3	Nov.
Emplois (En milliers)	14 918	0,3	2,4	Déc.
Temps plein	12 248	0,3	3,7	Déc.
Temps partiel	2 670	0,0	-3,0	Déc.
Chômage (En %)	6,9	6,9	8,0	Déc.
Jeunes*	13,2	13,2	14,4	Déc.
Adultes*	5,7	5,7	6,8	Déc.
Inflation mesurée par l'IPC*	2,2	2,3	1,2	Nov.
Ventes au détail (En M\$)	21 852	-1,4	6,5	Oct.
Mises en chantier (En milliers)	155,4	0,3	8,4	Déc.
Balance commerciale* (En M\$)	2 670	2 497	1 705	Oct.
Exportations	30 698	1,2	7,9	Oct.
Importations	28 028	0,7	4,8	Oct.
M&É	9 509	5,1	7,1	Oct.
Papier comm. à trois mois* (En %)	5,25	5,05	5,02	5 janv.
Rendement des obligations à long terme* (En %)	6,49	6,10	5,23	5 janv.
Dollar canadien* (En cents US)	68,67	69,29	65,22	7 janv.

*Données en niveaux seulement - variation en % n'est pas exprimée

**Le rapport spécial accompagnant le présent numéro :
L'année 2000 en perspective**

Les «Indicateurs économiques mensuels» (IEM) présentent, sous une forme pratique, diverses analyses et données économiques. Ils ne visent pas à interpréter ou à évaluer les politiques gouvernementales. En fait, les responsables des IEM s'efforcent de diffuser des renseignements factuels, et ce, d'une manière pertinente et équilibrée conforme aux principes économiques généralement reconnus. Tous les employés d'Industrie Canada peuvent prendre connaissance des IEM, sur support papier ou électronique. Il est aussi possible d'avoir accès aux IEM par l'intermédiaire d'Internet à http://strategis.ic.gc.ca/sc_ecnmy/mera/frndoc/03.html.



Industrie Canada
Industry Canada

Canada

INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

Janvier 2000

TABLES DES MATIÈRES

	Page
L'économie	
<i>PIB réel par industrie</i>	3
<i>Dépenses de consommation et attitudes des consommateurs</i>	4
<i>Investissements des entreprises dans les usines et l'équipement</i>	5
<i>Logement</i>	6
<i>Commerce et compétitivité</i>	7
Tendances du marché du travail	
<i>Emploi et chômage</i>	8
<i>Aperçu de la situation de l'industrie</i>	9
<i>Aperçu de la situation des provinces</i>	10
Prix et marchés financiers	
<i>Prix à la consommation et prix des produits de base</i>	11
<i>Taux d'intérêt à court terme et à long terme</i>	12
<i>Taux de change et marchés boursiers</i>	13
L'économie des États-Unis	
<i>Tendances de l'économie américaine</i>	14
LE RAPPORT SPÉCIAL DU PRÉSENT NUMÉRO :	
<i>L'année 2000 en perspective</i>	15
À venir...	
<i>Publication de données à surveiller/Événements prévus</i>	19

Le présent rapport est fondé sur les données connues au 12 janvier 2000. Il a été préparé par Marianne Blais, Joe Macaluso, Alison McDermott, André Patry et Karen Smith de la Direction de l'analyse micro-économique, sous la direction de Raynald Létourneau et de Shane Williamson. Le rapport spécial, L'année 2000 en perspective, a été préparé par Joe Macaluso et Karen Smith. Tous les renseignements ont été tirés de sources publiques, principalement Statistique Canada, la Banque du Canada et la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Veuillez adresser vos commentaires à Shane Williamson au 613-995-8452 ou par Internet à williamson.shane@ic.gc.ca



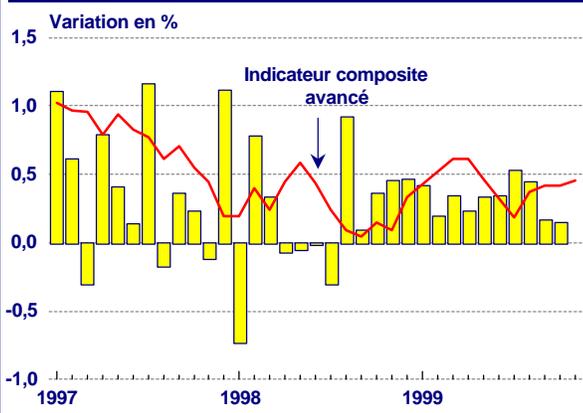
Le PIB réel a progressé plus lentement en octobre...

- Le PIB réel s'est accru de 0,1 %, en octobre, enregistrant ainsi sa quinzième augmentation mensuelle de suite. Même si la croissance a ralenti au cours des deux derniers mois, cette hausse s'inscrit dans la plus longue série ininterrompue de gains mensuels enregistrée en plus d'une décennie.

...les gains remportés par le secteur des services étant en partie annulés par les pertes subies par le secteur des biens

- En octobre, la production dans le secteur des biens a légèrement fléchi (-0,1 %). Les pertes ont surtout été importantes dans le secteur manufacturier, où la production a reculé pour un deuxième mois consécutif après avoir crû fortement au cours des mois précédents. Dans l'industrie de l'abattage du bois et de la foresterie, la production a également régressé, dans la foulée du ralentissement de l'activité dans l'industrie de la construction aux États-Unis. La production s'est accrue dans tous les autres principaux groupes, y compris dans l'industrie minière dont la production a augmenté pour une quatrième fois de suite, grâce à une intensification des activités de forage et de montage dans les champs de pétrole.
- Dans le secteur des services, la production a augmenté de 0,3 % en octobre, sous l'impulsion d'un gain important observé dans le commerce de détail et attribuable à la reprise des ventes d'ordinateurs et de logiciels. Les services aux entreprises ont également enregistré une autre avance notable en octobre. D'autre part, la baisse des ventes de camions a nui au commerce de détail, tandis que la production des industries de la finance et des assurances a été freinée par la faiblesse de l'activité sur les marchés boursiers.

PIB réel au coût des facteurs

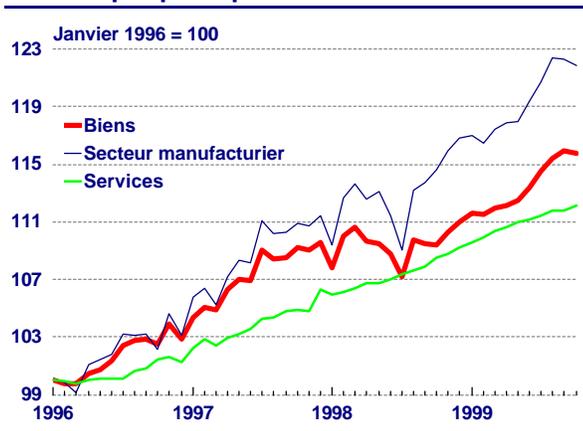


PIB réel au coût des facteurs (En \$ 1992)

Octobre 1999	En millions \$	Variation en % depuis		
		Variation mensuelle	le mois dernier	l'an dernier
Ensemble de l'économie	756 167	1 116	0,1	4,2
Secteur des entreprises	626 708	809	0,1	4,9
Biens	252 561	-379	-0,1	5,8
Agriculture	13 668	59	0,4	6,4
Pêche et piégeage	749	31	4,3	4,6
Abattage du bois et foresterie	4 316	-105	-2,4	0,7
Exploitation minière*	26 803	51	0,2	2,1
Sect. manufacturier	138 905	-539	-0,4	6,3
Construction	41 954	77	0,2	5,1
Autres services publics	26 166	47	0,2	9,0
Services	503 606	1 495	0,3	3,4
Transport et entreposage	35 518	70	0,2	4,6
Communications	26 126	2	0,0	7,1
Commerce de gros	46 783	1 104	2,4	7,6
Commerce de détail	46 489	-521	-1,1	3,9
Finance et assurances	41 308	-148	-0,4	1,8
Agents d'ass. et agents imm.	79 759	-37	-0,0	2,6
Services commerciaux	44 458	337	0,8	8,3
Services gouvernementaux	45 920	170	0,4	2,4
Enseignement	40 577	119	0,3	0,1
Soins de santé et services sociaux	46 915	33	0,1	-1,1
Logement et alimentation	19 831	228	1,2	3,0
Autres	29 922	138	0,5	2,5

* Comprend l'exploitation des carrières, le pétrole brut et le gaz naturel

PIB réel par principal secteur





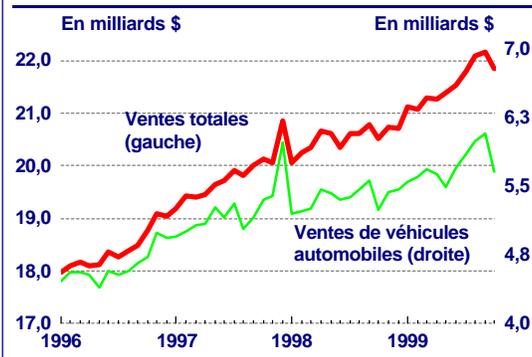
La croissance des dépenses de consommation réelles est demeurée vigoureuse, au troisième trimestre...

- La consommation réelle s'est accrue de 4,8 % (taux annuel) au troisième trimestre, soit à un rythme correspondant à celui observé depuis le début de l'année. D'ailleurs, les dépenses de consommation ont crû de plus de 4 % à chaque trimestre, jusqu'à présent cette année.
- Le revenu disponible des particuliers a progressé de 4,8 % (taux annuel) au troisième trimestre. Il s'agit de la plus forte augmentation enregistrée jusqu'à présent cette année. Grâce à ce gain et au fait que les niveaux d'endettement des ménages n'ont pas changé, le ratio d'endettement a diminué d'un peu plus de un point de pourcentage. Le taux d'épargne des particuliers, toutefois, a fléchi de 0,3 % durant cette période.

...mais les ventes au détail ont régressé en octobre

- En octobre, les ventes au détail ont fléchi pour un sixième mois d'affilée, cette fois de 1,4 %. Cette baisse des ventes est surtout attribuable à un recul de 4,8 % dans le secteur de l'automobile qui, selon des sources de l'industrie, peut s'expliquer en partie par le fait que l'offre n'a pas réussi à suivre l'évolution de la demande. La diminution des ventes dans les magasins de marchandises diverses et les aliments ont également joué un rôle dans cette baisse.
- Dans les autres grandes catégories, les ventes étaient à la hausse, les meubles et les vêtements profitant de gains importants.

Ventes au détail et ventes de véhicules automobiles totales



Ventes au détail et crédit à la consommation

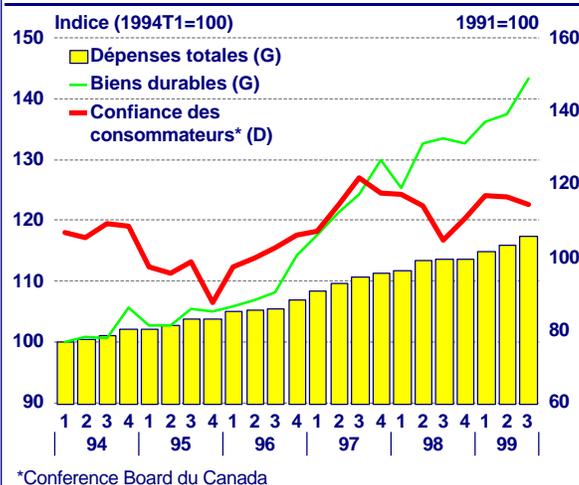
	Variation en % depuis		
	Octobre 1999	le mois dernier	l'an dernier
Total - Ventes au détail (DD)	21 852	-1,4	6,5
Alimentation	4 909	-0,1	1,8
Pharmacies	1 126	0,2	3,8
Vêtements	1 216	4,1	4,0
Meubles	1 195	5,0	12,5
Automobiles	8 428	-4,8	8,6
Magasins de march. diverses	2 574	-0,6	9,6
Tous les autres magasins	2 404	1,4	6,1
Total excluant véhicules automobiles	16 202	0,8	6,1
Crédit à la consommation	168 028	0,4	7,4

(Données non révisées)

Dépenses de consommation réelles et situation financière des ménages

	En millions \$, TAD (à moins d'indication contraire)			
	1997	1998	1999 T2	1999 T3
Consommation réelle (En \$ 1992)	472 867	485 906	498 600	504 440
Variation en %	4,2	2,8	4,3	4,8
Biens durables	62 823	66 801	70 032	73 008
Variation en %	13,3	6,3	3,5	18,1
Biens semi-durables	44 334	46 526	47 376	48 024
Variation en %	4,3	4,9	2,4	5,6
Biens non durables	118 293	119 521	121 476	121 572
Variation en %	1,3	1,0	1,6	0,3
Services	247 417	253 058	259 716	261 836
Variation en %	3,4	2,3	6,1	3,3
Revenu disponible	534 728	552 778	564 848	571 456
Variation en %	3,1	3,4	3,0	4,8
Taux d'épargne (En %)	2,8	2,3	0,9	0,3
Ratio d'endettement (En %)	96,4	98,3	100,4	99,3

Dépenses de consommation réelles et attitudes des consommateurs





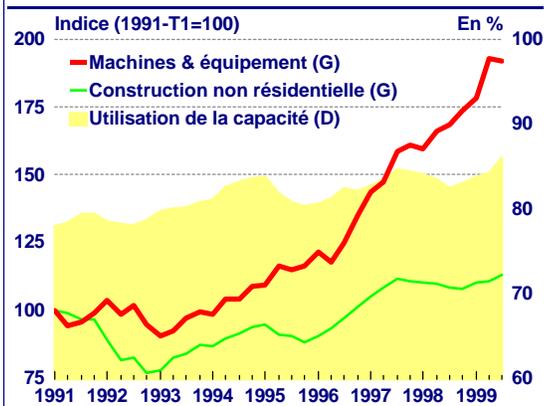
Les investissements des entreprises ont ralenti, au troisième trimestre...

- Au troisième trimestre, la croissance des investissements des entreprises a décéléré, pour s'établir à 0,4 % (taux annuel), en baisse par rapport à 5,5 % au trimestre précédent. Ce ralentissement est attribuable en grande partie au fléchissement des dépenses en M&É (-1,8 %), dans la foulée de la baisse des investissements dans les aéronefs et les ordinateurs.
- L'accroissement des investissements dans les bâtiments non résidentiels et les ouvrages, au troisième trimestre, s'est traduit par une intensification de l'activité (8,5 %, taux annuel) dans la construction non résidentielle.

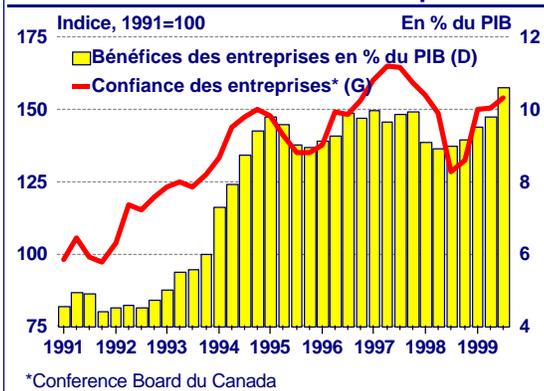
...mais l'augmentation de l'utilisation des capacités et la hausse des bénéfices augurent bien pour les investissements

- L'utilisation de la capacité dans les industries productrices non agricoles s'est établie à 86,0 % au troisième trimestre, soit le taux le plus élevé observé depuis l'expansion économique de 1987-1988. Les bénéfices d'exploitation des entreprises ont crû de 34,0 % (taux annuel) au troisième trimestre, sous l'effet de la progression marquée des bénéfices des industries non financières.
- Ces deux facteurs devraient faire augmenter les investissements des entreprises. En effet, les importations de M&É ont crû de 2,0 % en octobre, et la construction non résidentielle a progressé.

Investissements dans les usines et le matériel



Bénéfices et confiance des entreprises



*Conference Board du Canada

Investissements et situation financière des entreprises

En millions \$, TAD (à moins d'indication contraire)

	1997	1998	1998 T4	1999 T1	1999 T2	1999 T3
INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES						
Machines & équipement (En \$ 1992)	59 112	64 701	67 284	69 048	74 708	74 364
Variation en %	22,2	9,5	12,7	10,9	37,0	-1,8
Construction non résidentielle (1992\$)	39 079	39 110	38 696	39 448	39 756	40 572
Variation en %	14,0	0,1	-2,4	8,0	3,2	8,5
Utilisation de la capacité (En %, biens non agricoles)	83,8	83,2	83,0	83,7	84,2	86,0
Utilisation de la capacité (secteur manuf.)	83,7	83,8	84,5	84,9	85,5	87,6
SITUATION FINANCIÈRE ET ATTITUDES DES ENTREPRISES						
Bénéfices d'exploitation des entreprises	146 023	132 032	138 172	144 096	147 952	159 180
Variation en %	20,9	-9,6	64,8	18,3	11,1	34,0
Bénéfices - Industries non financières	90 839	82 442	90 592	99 012	102 880	115 684
Variation en %	16,5	-9,2	75,9	42,7	16,6	59,9
Bénéfices - Industries financières	55 186	49 590	47 580	45 084	45 072	43 496
Variation en %	29,0	-10,1	45,9	-19,4	-0,1	-13,3
Crédit aux entreprises	624 005	686 484	702 367	708 707	710 032	719 229
Variation en %	9,2	10,0	3,3	3,7	0,8	5,3



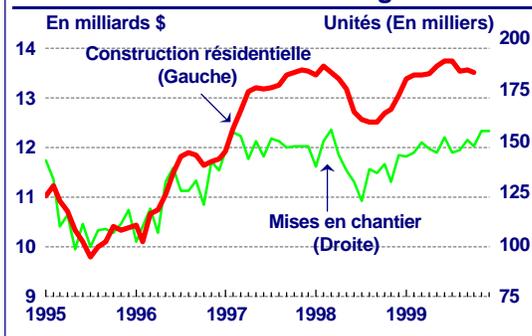
Au troisième trimestre, les investissements résidentiels ont ralenti...

- Après avoir connu un taux de croissance à deux chiffres aux deux premiers trimestres de l'année, les investissements des entreprises dans les structures résidentielles ont vu leur croissance décélérer (2,5 %) au troisième trimestre.
- Les investissements dans la rénovation ont enregistré leur première baisse trimestrielle de l'année, alors que toutes les autres principales composantes des investissements résidentiels ont progressé à un rythme plus lent que celui qui avait été observé aux trimestres précédents.

...mais il est probable qu'ils vont reprendre à nouveau de la vitesse au quatrième trimestre

- En octobre, l'activité dans la construction résidentielle a ralenti pour une troisième fois en quatre mois. Néanmoins, en glissement annuel, la construction résidentielle est en hausse de 6,6 %.
- Le nombre de permis de construction résidentielle continue d'être supérieur à celui de l'an dernier. Les intentions dans le secteur de la construction ont augmenté pour un deuxième mois de suite en novembre, atteignant leur niveau le plus élevé depuis le début des années 90.
- Même si les ventes de logements existants semblent avoir atteint un très haut niveau, le nombre de mises en chantier a progressé de 4 % dans l'ensemble, au quatrième trimestre.

Activité dans le secteur du logement



Indicateurs mensuels de l'activité dans le secteur du logement

	Niveaux	Variation depuis	
		le mois dernier	l'an dernier
Construction résidentielle (1) (En \$ 1992, en M; base du coût des facteurs)	13 522	-0,4%	6,6%
Permis de construction, en M\$ (2)	1 807	1,0%	12,1%
Ventes de logements existants (2) (nombre d'unités)	18 824	-70	
Mises en chantier (3) (nombre d'unités)	155 400	400	12 000
Terre-Neuve	900	-200	200
Île-du-Prince-Édouard	300	-100	200
Nouvelle-Écosse	2 500	-600	1 200
Nouveau-Brunswick	1 600	-500	-100
Québec	20 100	300	0
Ontario	68 600	1 600	14 100
Manitoba	1 600	100	500
Saskatchewan	1 800	200	300
Alberta	21 400	300	-6 600
Colombie-Britannique	15 900	-700	2 300

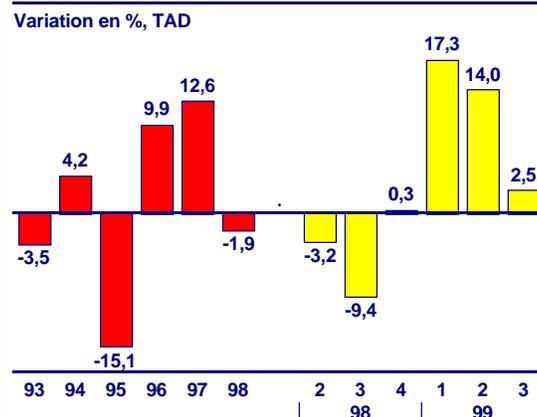
1 - Données d'octobre 2 - données de novembre 3- données de décembre

Source : Statistique Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Association canadienne de l'immeuble

Investissements réels dans les structures résidentielles

En millions \$ 1992, TAD (à moins d'indication contraire)	1997	1998	1999 T2	1999 T3
Construction résidentielle	42 348	41 547	44 056	44 336
Variation en %	12,6	-1,9	13,9	2,6
Construction par secteur	42 223	41 422	43 928	44 200
Variation en %	12,6	-1,9	14,0	2,5
Logements neufs	21 441	20 695	21 876	22 272
Variation en %	19,5	-3,5	9,9	7,4
Travaux de réparation et d'amélioration	13 315	13 645	14 252	14 016
Variation en %	7,2	2,5	4,3	-6,5
Frais de propriété et de transfert	7 592	7 207	7 928	8 048
Variation en %	4,5	-5,1	49,3	6,2

Croissance de la construction résidentielle réelle





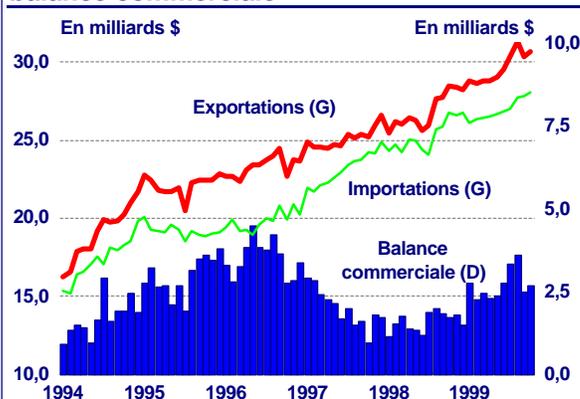
La relance des exportations...

- En octobre, la hausse des exportations (1,2 %) a compensé en partie la baisse de 3,2 % enregistrée en septembre. Cette reprise est principalement attribuable à l'accroissement des exportations de biens industriels (grâce au renchérissement de l'uranium et de l'or), de produits automobiles et de M&É.
- Les importations ont augmenté pour un neuvième mois de suite, enregistrant, en octobre, une hausse de 0,7 %. Ce gain est surtout le fait de la progression des importations de produits agricoles et de M&É, qui ont été stimulées par l'augmentation des achats d'aéronefs et d'ordinateurs portables.

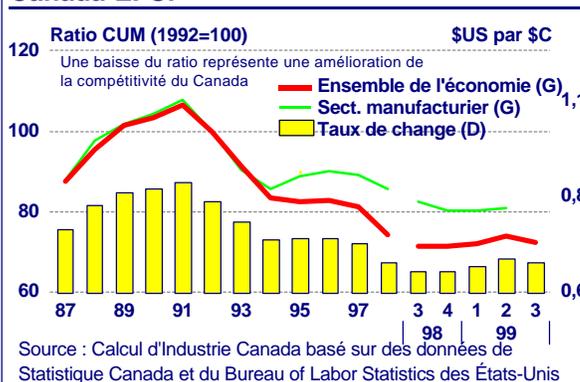
...mène à la hausse de l'excédent commercial

- L'excédent commercial s'est légèrement amélioré, passant à 2,7 milliards de dollars en octobre, après avoir chuté le mois précédent. Il reste tout de même inférieur au sommet des trois dernières années, affiché en août (3,6 milliards de dollars).
- Depuis le début de l'année, l'excédent commercial cumulé s'établit à 26,0 milliards de dollars, ce qui est presque 75 % de plus que celui observé durant la même période l'an dernier.

Flux du commerce de marchandises et balance commerciale



Ratio des coûts unitaires de main-d'oeuvre Canada-É.-U.



Commerce de marchandises

Octobre 1999	Niveaux (En millions \$)		Cumulatif à ce jour (En millions \$)		Variation (En M\$)		Variation en %
	Sept. 1999	Oct. 1999	Janv.-oct. 1998	Janv.-oct. 1999	Sept.-oct. 1999	Sept.-oct. 1999	Oct. 1998 - oct. 1999
Exportations	30 326	30 698	265 641	296 288	372	1,2	7,9
vers les États-Unis	26 063	26 474	221 160	254 758	411	1,6	10,3
Importations	27 829	28 028	250 043	269 351	199	0,7	4,8
en provenance des États-Unis	21 238	21 383	192 177	206 555	145	0,7	2,9
Balance commerciale	2 497	2 670	15 598	26 937	173		
avec les États-Unis	4 825	5 091	28 983	48 203	266		
Exportations par produit							
Produits agricoles/pêche	2 176	2 152	20 901	21 253	-24	-1,1	-2,3
Produits énergétiques	2 753	2 683	20 324	23 559	-70	-2,5	30,5
Produits de la forêt	3 285	3 284	29 088	32 130	-1	0,0	9,2
Biens et matériaux industriels	4 740	4 927	48 117	47 145	187	3,9	4,5
Machines et équipement	7 216	7 361	65 494	69 963	145	2,0	9,5
Produits automobiles	7 907	8 063	61 722	79 700	156	2,0	6,6
Autres biens de consommation	1 111	1 142	10 247	11 338	31	2,8	5,0
Importations par produit							
Produits agricoles/pêche	1 469	1 545	14 278	14 761	76	5,2	4,8
Produits énergétiques	1 065	797	7 381	7 950	-268	-25,2	14,2
Produits de la forêt	239	228	2 057	2 263	-11	-4,6	6,5
Biens et matériaux industriels	5 272	5 296	50 009	50 954	24	0,5	1,2
Machines et équipement	9 045	9 509	83 593	89 587	464	5,1	7,1
Produits automobiles	6 567	6 481	54 332	63 088	-86	-1,3	3,3
Autres biens de consommation	3 157	3 160	28 314	30 566	3	0,1	6,2

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL



Emploi et chômage

L'emploi a fini l'année sur un quatrième gain important de suite...

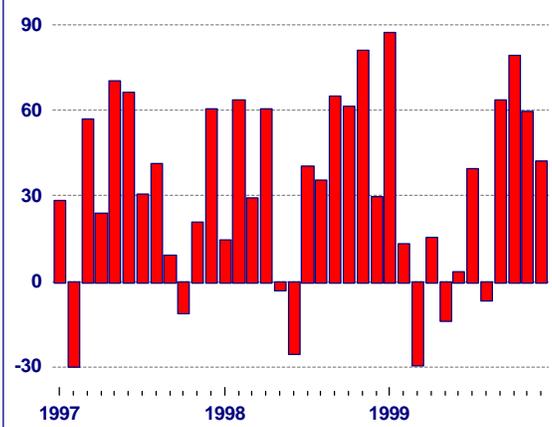
- Le niveau global d'emploi au Canada s'est accru de 42 000 en décembre, soit le plus faible des quatre derniers gains observés. Le nombre d'emplois nets créés s'est élevé à 355 000 pour l'ensemble de 1999, les deux tiers de ces gains ayant été faits au cours des quatre derniers mois.
- Tous les gains d'emplois enregistrés en décembre ont été des emplois à temps plein, ce qui porte à 438 000 le total pour 1999. Le nombre d'emplois à temps partiel a diminué de 83 000 durant l'année.
- Même si la croissance de l'emploi a été relativement plus faible qu'en 1998 (2,4 % contre 3,2 %), le nombre d'heures travaillées a augmenté à environ le même rythme (2,8 %) en 1999 grâce à une plus grande croissance de l'emploi à temps plein.

...mais une hausse de la population active laisse le taux de chômage au même niveau, soit 6,9 %

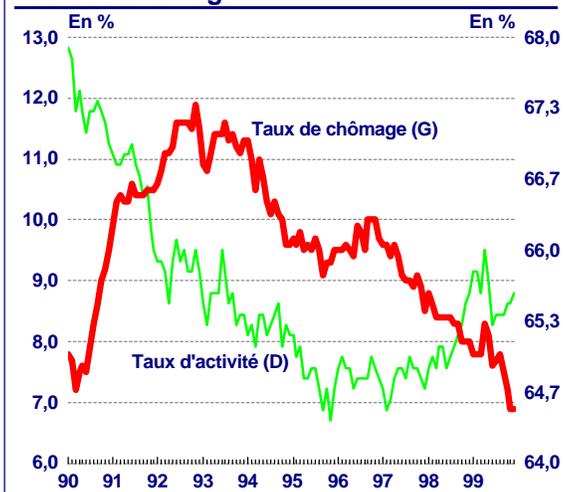
- La croissance de l'emploi, enregistrée en décembre, a été jumelée à une augmentation équivalente de la population active (+42 000), ce qui fait que le taux de chômage national est resté le même, soit 6,9 %. Il s'agit d'une baisse par rapport au taux de 8,0 % observé il y a un an et du taux de chômage le plus faible enregistré depuis août 1981.
- En décembre, les taux de chômage chez les adultes (5,7 %) et chez les jeunes (13,2 %) n'ont pas changé, mais ils ont tous les deux baissé par rapport à l'an dernier.

Emploi

Variation mensuelle en milliers



Taux de chômage



Tendances du marché du travail

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Déc. 1998	Nov. 1999	Déc. 1999	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Emplois	14 563,4	14 876,0	14 918,3	42,3	354,9	354,9	0,3	2,4
Temps plein	11 809,7	12 206,3	12 248,0	41,7	438,3	438,3	0,3	3,7
Temps partiel	2 753,7	2 669,7	2 670,3	0,6	-83,4	-83,4	0,0	-3,0
Jeunes 15-24	2 181,5	2 235,5	2 254,7	19,2	73,2	73,2	0,9	3,4
Adultes 25+	12 381,9	12 640,5	12 663,6	23,1	281,7	281,7	0,2	2,3
Travailleurs indépendants	2 589,6	2 552,1	2 583,6	31,5	-6,0	-6,0	1,2	-0,2
Chômage	1 272,2	1 108,5	1 108,7	0,2	-163,5	-163,5	0,0	-12,9
Taux de chômage	8,0	6,9	6,9	0,0	-1,1	-1,1		
Jeunes 15-24	14,4	13,2	13,2	0,0	-1,2	-1,2		
Adultes 25+	6,8	5,7	5,7	0,0	-1,1	-1,1		
Population active	15 835,6	15 984,5	16 026,9	42,4	191,3	191,3	0,3	1,2
Taux d'activité	65,6	65,5	65,6	0,1	0,0	0,0		
Taux d'emploi	60,4	60,9	61,0	0,1	0,6	0,6		

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL



Aperçu de la situation de l'industrie

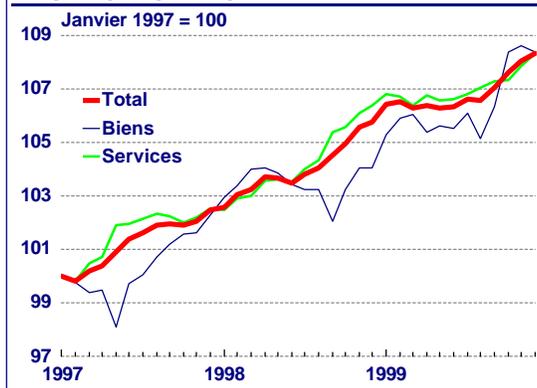
En décembre, le secteur des services est intervenu pour la majeure partie de la croissance de l'emploi...

- Le secteur des services est à l'origine de 50 000 nouveaux emplois en décembre. Ces gains ont été enregistrés dans la plupart des grandes catégories. Pour l'ensemble de 1999, la croissance de l'emploi a été plus forte dans les transports ainsi que dans les services de gestion et d'administration.
- Dans le secteur des biens, le nombre d'emplois a diminué de 8 000 en décembre, les légers gains du secteur manufacturier et des services publics ayant été plus que contrebalancés par les pertes subies par les autres principaux groupes industriels. À l'échelle de l'économie, le secteur manufacturier est à l'origine d'un peu plus d'un nouvel emploi sur deux en 1999, l'emploi y ayant progressé de 8,5 % comparativement à décembre 1998.

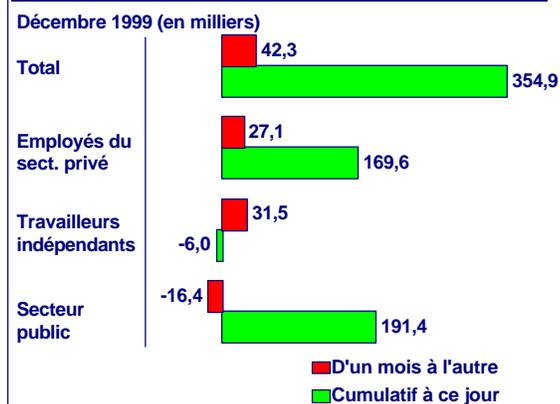
...et la création d'emplois dans le secteur privé continue sa remontée

- En décembre, le nombre d'employés rémunérés dans le secteur privé a augmenté de 27 000, soit la sixième hausse mensuelle consécutive. Même si le nombre de travailleurs autonomes a augmenté au cours du mois, il est en baisse par rapport à l'an dernier.
- Dans le secteur public, l'emploi a légèrement fléchi, en décembre. Toutefois, les gains d'emplois enregistrés dans ce secteur en 1999 dépassent en fait les gains observés dans le secteur privé. C'est la première fois depuis 1991 que nous observons ce phénomène.

Emploi par principal secteur



Croissance de l'emploi par catégorie de travailleurs



Tendances de l'emploi dans l'industrie

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Déc. 1998	Nov. 1999	Déc. 1999	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Biens	3 762,2	3 926,2	3 918,4	-7,8	156,2	156,2	-0,2	4,2
Agriculture	412,2	387,9	377,6	-10,3	-34,6	-34,6	-2,7	-8,4
Autres ind. primaires*	280,0	283,0	279,3	-3,7	-0,7	-0,7	-1,3	-0,3
Services publics	115,2	115,0	115,4	0,4	0,2	0,2	0,3	0,2
Construction	813,1	823,8	821,4	-2,4	8,3	8,3	-0,3	1,0
Fabrication	2 141,7	2 316,4	2 324,7	8,3	183,0	183,0	0,4	8,5
Services	10 801,2	10 949,8	10 999,8	50,0	198,6	198,6	0,5	1,8
Commerce	2 241,1	2 286,8	2 301,5	14,7	60,4	60,4	0,6	2,7
Transport	730,7	796,1	795,4	-0,7	64,7	64,7	-0,1	8,9
FASI*	898,1	906,0	913,8	7,8	15,7	15,7	0,9	1,7
Services prof./scientifiques	936,6	920,4	950,4	30,0	13,8	13,8	3,3	1,5
Administration et gestion	487,1	522,0	526,3	4,3	39,2	39,2	0,8	8,0
Enseignement	939,3	993,3	982,5	-10,8	43,2	43,2	-1,1	4,6
Soins de santé/assist. sociale	1 490,7	1 503,3	1 498,1	-5,2	7,4	7,4	-0,3	0,5
Information, culture, loisirs	643,3	669,9	656,7	-13,2	13,4	13,4	-2,0	2,1
Hébergement et restauration	932,5	945,8	967,2	21,4	34,7	34,7	2,3	3,7
Autres services	731,9	691,4	687,9	-3,5	-44,0	-44,0	-0,5	-6,0
Administration publique	769,9	715,0	720,0	5,0	-49,9	-49,9	0,7	-6,5

* Autres industries primaires : foresterie, pêche, extraction minière et extraction de pétrole et de gaz; transport : entreposage; FASI : finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Aperçu de la situation des provinces



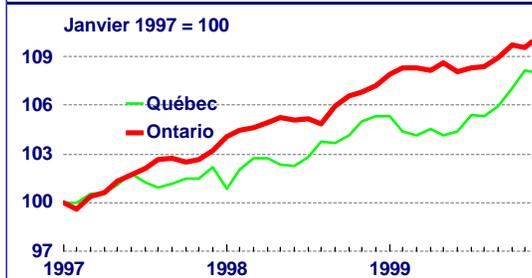
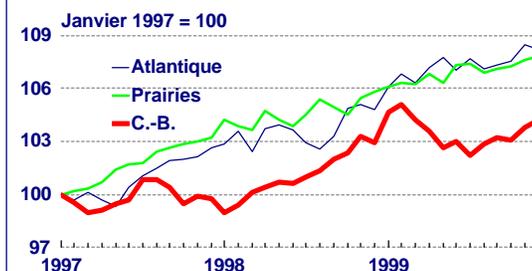
En décembre, l'Ontario, la Colombie-Britannique et l'Alberta ont mené la croissance de l'emploi...

- En décembre, l'augmentation globale de l'emploi est attribuable en majeure partie aux importants gains faits par l'Ontario, la Colombie-Britannique et l'Alberta.
- L'emploi s'est légèrement replié au Nouveau-Brunswick, au Québec, au Manitoba et en Nouvelle-Écosse.

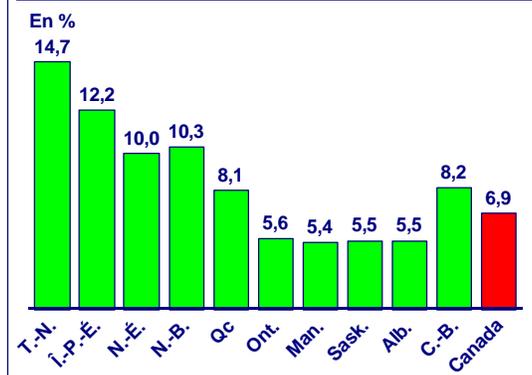
...mais la situation du marché du travail s'est améliorée dans toutes les régions en 1999

- En 1999, l'emploi a progressé dans toutes les provinces, Terre-Neuve, l'Île-du-Prince-Édouard et la Nouvelle-Écosse enregistrant une croissance particulièrement forte.
- Exception faite de la Colombie-Britannique, la croissance de l'emploi a été plus grande que celle de la population active dans toutes les provinces, ce qui a fait baisser les taux de chômage partout au Canada.
- Ces baisses sur douze mois ont été plus importantes à Terre-Neuve (-4,0 points de pourcentage pour un taux de 14,7 %) et à l'Île-du-Prince-Édouard (-3,2 points pour un taux de 12,2 %).
- On a également observé des réductions importantes des taux de chômage au Québec (-1,9 point pour un taux de 8,1 %), au Nouveau-Brunswick (-3,2 points pour un taux de 10,3 %) et en Ontario (-1,3 point pour un taux de 5,6 %).
- En Colombie-Britannique, le taux de chômage est resté le même, soit 8,2 % en décembre, par rapport à l'an dernier.

Évolution de l'emploi dans les régions



Taux de chômage -- Décembre 1999



Tendances de l'emploi et du chômage dans les provinces

	Niveaux Décembre 1999	Emplois (En milliers)				Taux de chômage (en %)		
		Variation depuis le mois dernier		Variation depuis l'an dernier		Niveaux	Variation depuis le mois dernier	Variation depuis l'an dernier
		(En milliers)	En %	(En milliers)	En %			
Canada	14 918,3	42,3	0,3	354,9	2,4	6,9	0,0	-1,1
Terre-Neuve	211,7	1,0	0,5	12,1	6,1	14,7	-1,4	-4,0
Î.-P.-É.	64,8	1,5	2,4	4,8	8,0	12,2	-1,0	-3,2
Nouvelle-Écosse	415,4	-1,4	-0,3	13,7	3,4	10,0	0,4	-0,6
Nouveau-Brunswick	337,3	-4,0	-1,2	1,6	0,5	10,3	0,7	-1,3
Québec	3 483,9	-3,3	-0,1	86,0	2,5	8,1	-0,3	-1,8
Ontario	5 869,0	34,5	0,6	162,0	2,8	5,6	0,0	-1,3
Manitoba	559,5	-2,4	-0,4	6,1	1,1	5,4	0,1	-0,5
Saskatchewan	483,6	0,6	0,1	2,6	0,5	5,5	0,2	-0,8
Alberta	1 574,9	7,2	0,5	41,5	2,7	5,5	0,3	-0,2
C.-B.	1 918,3	8,7	0,5	24,7	1,3	8,2	0,2	0,0



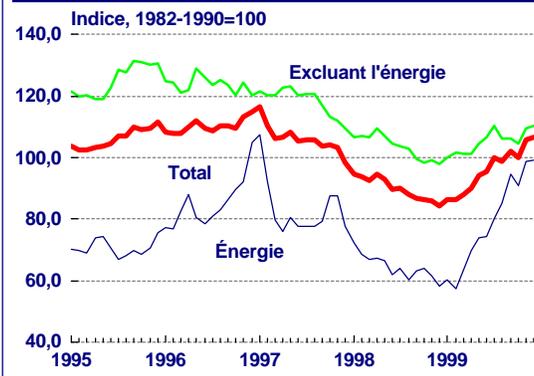
En novembre, les prix ont fléchi...

- Le taux d'inflation selon l'IPC, mesuré d'une année à l'autre, s'est chiffré à 2,2 %, en novembre. Les prix de l'énergie ont connu une hausse de 11,2 % par rapport à l'an dernier, tandis que les coûts de transport ont augmenté de 5,2 %. La hausse des prix des aliments achetés au restaurant, du transport aérien et des frais de scolarité a également contribué à cette augmentation de l'IPC, d'une année à l'autre, alors que les prix du matériel informatique et des fruits et légumes frais ont diminué.
- D'un mois à l'autre, les prix à la consommation ont fléchi pour la première fois de l'année en novembre. Les prix de l'énergie continuent d'exercer une influence majeure sur l'indice global, étant donné que la diminution de 0,9 % de la composante « énergie » (attribuable surtout au recul de 1,7 % des prix de l'essence) a contribué à cette baisse mensuelle de 0,1 % de l'indice.

...ce qui a permis au taux d'inflation de demeurer dans les limites de la fourchette cible officielle

- Excluant les composantes instables que sont les aliments et l'énergie et l'incidence des impôts indirects, le taux d'inflation de « base » est tombé à 1,5 %, en novembre, en légère baisse par rapport au mois précédent. Il demeure donc dans la limite inférieure de la fourchette cible officielle (1 à 3 %), établie conjointement par la Banque du Canada et le ministère des Finances.
- Les prix des produits de base ont fortement progressé en décembre. Les prix de l'énergie sont maintenant supérieurs de 70 % à ce qu'ils étaient l'an dernier.

Prix des produits de base (\$ US)



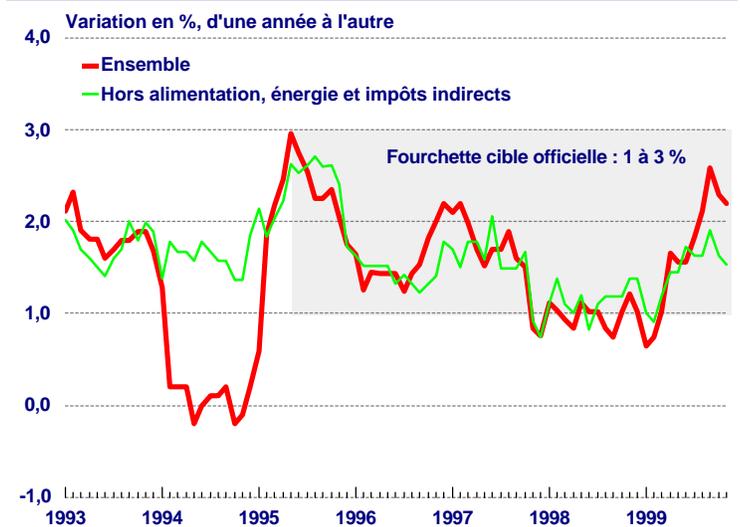
Prix à la consommation

Novembre 1999

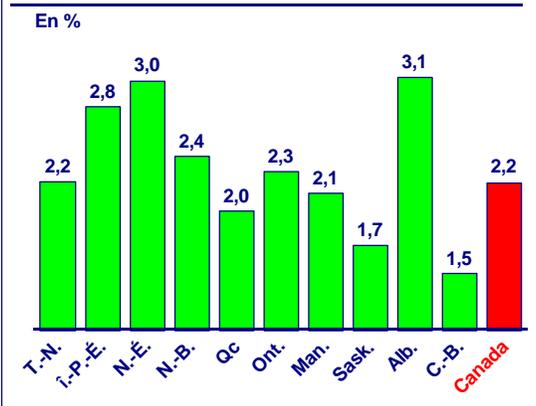
Variation en % depuis

	Indice (1992=100)	le mois dernier	l'an dernier
IPC - Ensemble	111,4	-0,1	2,2
Alimentation	110,6	0,6	0,8
Logement	105,9	0,1	1,6
Équipement du ménage	109,5	-0,1	1,5
Habillement et chaussures	105,4	-1,8	0,9
Transport	127,3	0,2	5,1
Santé et soins personnels	110,5	-0,1	1,5
Loisirs, formation et lecture	120,3	-1,4	2,6
Alcool et tabac	95,1	0,5	1,7
IPC hors alimentation et énergie	112,4	-0,2	1,5
Énergie	115,8	-0,9	11,2
Prix des produits de base (décembre)			
Indice, 1982-1990=100	106,5	0,9	26,3
Excluant l'énergie	110,4	0,9	12,5
Énergie	99,3	0,6	70,0

Indice des prix à la consommation



Inflation mesurée par l'IPC, par province - Novembre 1999





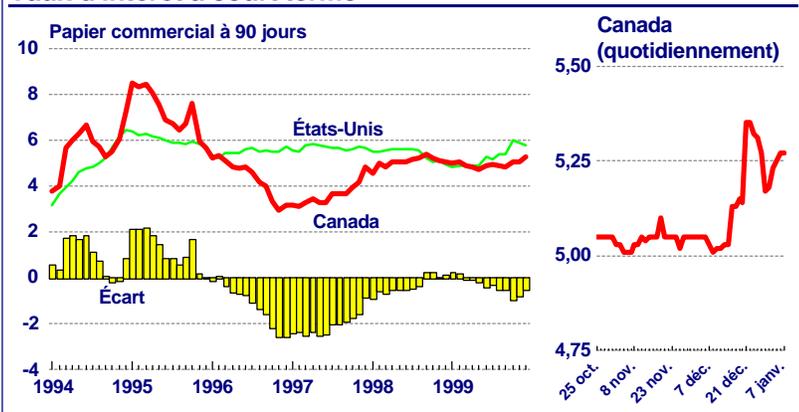
Les marchés obligataires chutent à la perspective de l'évolution des taux d'intérêt au début de l'an 2000...

- Les marchés obligataires ont mal commencé la nouvelle année, les craintes d'une éventuelle hausse des taux d'intérêt par la Réserve fédérale américaine faisant augmenter les rendements des deux côtés de la frontière. La pression à la hausse a, en fait, débuté en décembre, au moment où les autorités monétaires américaines ont clairement fait savoir que leur décision de ne pas relever les taux était motivée par le besoin de liquidités au cas où il y aurait des problèmes liés au passage à l'an 2000. Comme le passage s'est fait sans trop de heurts, certains analystes estiment que le Comité de l'open market du Système fédéral de réserve pourrait majorer les taux d'intérêt jusqu'à 75 points de base au cours des six premiers mois de 2000, en commençant à sa prochaine réunion des 1er et 2 février. La très bonne tenue de l'économie canadienne incitera peut-être la Banque de Canada à emboîter le pas.

...de sorte que les taux courts et les taux longs sont à la hausse par rapport à l'an dernier

- Les rendements des obligations à court terme ont grimpé jusqu'à 5,35 % avant de clore à 5,27 % en décembre, soit une hausse de 25 points de base pour l'année. Les taux canadiens à court terme ont commencé l'année 1999 au-dessus des taux américains comparables, mais ils ont progressé beaucoup moins rapidement durant l'année, laissant ainsi un écart d'environ 50 points de base en faveur du Canada à la fin de l'année.
- Les taux à long terme ont augmenté de 100 points de base au Canada en 1999. Encore une fois, les taux canadiens ont progressé moins vite que les rendements américains comparables, mais les différences sont moins prononcées dans le cas du marché à long terme, où l'écart de rendement est resté mince (-0,22), mais toujours en faveur du Canada.

Taux d'intérêt à court terme

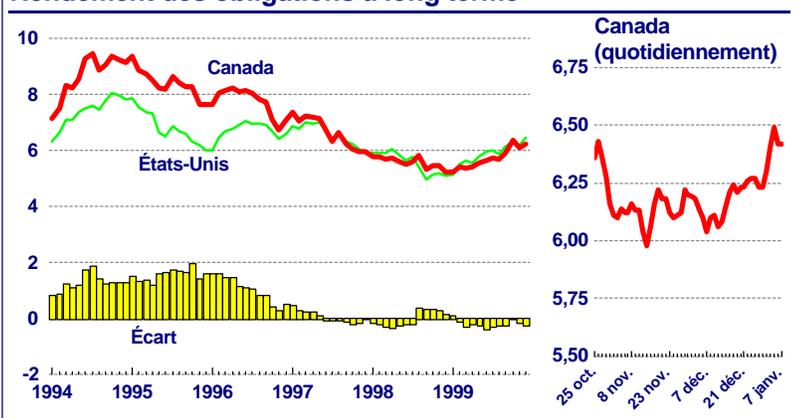


Principaux taux du marché monétaire

(fin de période)	Papier commercial à 90 jours	Écart vis-à-vis les É.-U.	Rendement des obligations à long terme	Écart vis-à-vis les É.-U.
1998	5,02	0,09	5,23	0,14
1999	5,27	-0,49	6,23	-0,22
Juill. 1999	4,91	-0,26	5,74	-0,27
Août	4,87	-0,50	5,68	-0,19
Sept.	4,83	-0,53	5,91	-0,22
Oct.	5,05	-0,93	6,36	0,03
Nov.	5,05	-0,80	6,10	-0,12
Déc.	5,27	-0,49	6,23	-0,22
5 janv.	5,25	-0,57	6,49	-0,15

Un écart positif indique que les taux canadiens sont supérieurs à leurs pendants américains.

Rendement des obligations à long terme



Principaux taux débiteurs

(fin de période)	Taux d'escompte	Taux préférentiel	Hypothèque à un an / cinq ans	
1998	5,25	6,75	6,20	6,60
1999	5,00	6,50	7,35	8,25
Juill. 1999	4,75	6,25	7,05	7,75
Août	4,75	6,25	7,05	7,80
Sept.	4,75	6,25	6,80	7,70
Oct.	4,75	6,25	7,35	8,25
Nov.	5,00	6,50	7,35	8,25
Déc.	5,00	6,50	7,35	8,25
5 janv.	5,00	6,50	7,35	8,25

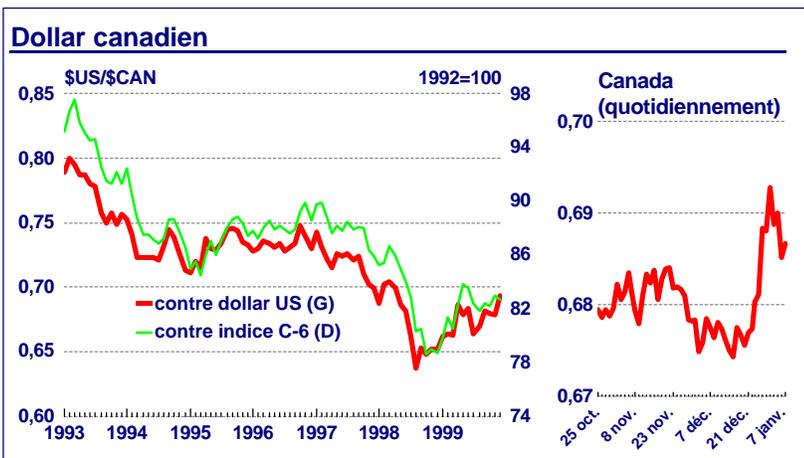


Les marchés boursiers commencent le nouveau millénaire en trébuchant...

- Les marchés boursiers ont bien terminé l'année 1999, l'indice TSE 300 étant en hausse de 30 % par rapport à l'année précédente. Toutefois, les cours des actions ont dégringolé dans la nouvelle année, les craintes d'une hausse des taux d'intérêt faisant chuter les prix des actions dans le sillage du passage à l'an 2000, qui s'est fait en douceur. Les valeurs technologiques sont celles qui ont accusé les plus grandes pertes, l'indice américain Nasdaq, composé en très grande partie de ces titres, enregistrant son plus grand recul en une journée de son histoire. En revanche, les actions se sont rapidement redressées grâce à une augmentation sensible des prix des valeurs sûres et des actions à forte capacité bénéficiaire, laquelle a permis aux indices de récupérer la presque totalité de leurs pertes à la fin de la semaine. Le TSE 300 a terminé la semaine du 7 janvier à 8429, tout juste sous le sommet atteint le 29 décembre 1999 (8473).

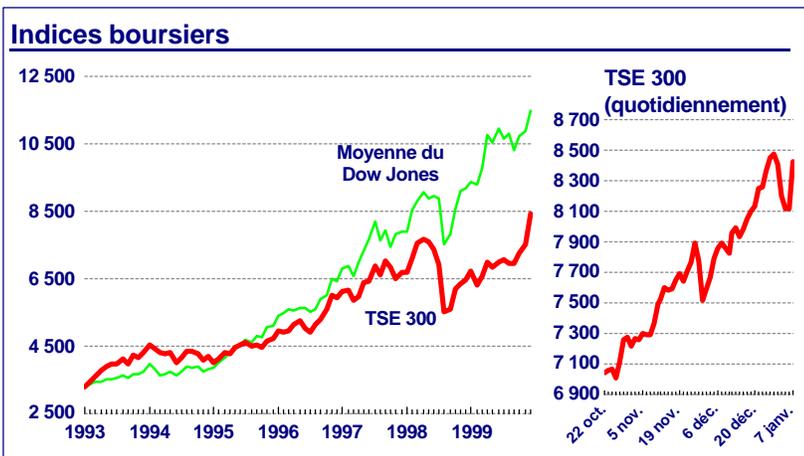
...et le dollar canadien perd l'avance qu'il avait prise à la fin de l'année

- Le dollar canadien a terminé l'année en force, un redressement de dernière minute le faisant monter à 0,6929 cents US, son niveau le plus élevé en 19 mois. Par contre, l'instabilité des marchés financiers et la baisse marquée des prix des produits de base ont affaibli le dollar au début de la nouvelle année, ramenant ce dernier à 0,6867 cents US le 7 janvier 2000.
- La chute du dollar ne devrait pas se poursuivre puisque la vigueur des facteurs économiques fondamentaux et le raffermissement des prix mondiaux des ressources (y compris les prix du pétrole et des métaux de base) devraient contribuer à soutenir la monnaie canadienne au cours de l'an 2000.



Le dollar canadien

(clôture)	\$US c. \$CAN	Indice c. C-6 (1992=100)	Mark all. c. \$CAN	Yen c. \$CAN
1998	0,6522	78,71	1,082	75,91
1999	0,6929	82,67	1,313	69,66
Juill. 1999	0,6639	82,39	1,267	80,13
Août	0,6700	81,79	1,236	75,80
Sept.	0,6815	82,43	1,261	72,34
Oct.	0,6797	82,22	1,237	71,71
Nov.	0,6782	82,96	1,291	71,29
Déc.	0,6929	82,67	1,313	69,66
7 janv.	0,6867			



Principaux indices boursiers

	Variation en % depuis		
	Clôture - déc.	le mois dernier	l'an dernier
TSE 300	8 414	11,8	29,7
<i>Pétrole et gaz</i>	5 862	2,4	26,2
<i>Métaux et minéraux</i>	4 475	17,6	45,8
<i>Services publics</i>	12 564	26,0	69,6
<i>Papiers et produits de la forêt</i>	5 237	10,3	47,0
<i>Entreprises de distribution</i>	5 115	5,0	-9,6
<i>Services financiers</i>	7 410	1,0	-12,1
<i>Or</i>	4 875	-6,1	-17,7
Coefficient de capitalisation des résultats*	40,0	3,3	11,5
S&P 500	1 469	5,8	19,5
Dow Jones	11 497	5,7	25,2

*les colonnes 2 et 3 reflètent des changements de niveau



Tendances de l'économie américaine

L'économie américaine croît à un rythme accéléré au troisième trimestre...

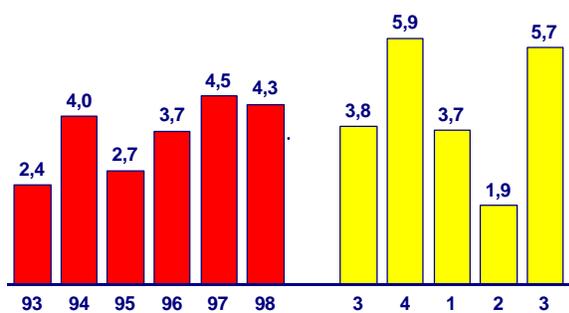
- Selon les estimations finales, le PIB réel aux États-Unis est monté en flèche au troisième trimestre de 1999 pour atteindre 5,7 % (taux annuel), après avoir enregistré un modeste gain au deuxième trimestre. La solide progression des dépenses de consommation, des exportations et des investissements des entreprises a contrebalancé la forte croissance des importations et le recul des investissements résidentiels durant le trimestre.
- En décembre, l'emploi a enregistré son gain le plus important en cinq mois, soit 315 000 nouveaux emplois. Le taux de chômage est demeuré inchangé, soit 4,1 %, pour un troisième mois de suite. Il s'agit du niveau le plus bas en près de 30 ans
- Le déficit commercial des États-Unis a grimpé pour atteindre 25,9 milliards de dollars en octobre. C'est la hausse des importations (+1,6 %), principalement des articles informatiques et du pétrole brut, qui a contribué à accroître le déficit, puisque les exportations sont restées essentiellement les mêmes (-0,1 %). En glissement annuel, le déficit commercial est en hausse de 61 % comparativement aux dix premiers mois de 1998.

...mais la Réserve fédérale décide de ne pas relever les taux d'intérêt

- L'incertitude entourant les répercussions du passage à l'an 2000 sur les marchés financiers et les indications selon lesquelles l'inflation demeure maîtrisée ont incité la Réserve fédérale à maintenir à 5,5 % son taux directeur des fonds fédéraux, le 21 décembre. Malgré la hausse des prix à la consommation et des gains horaires au cours des derniers mois, l'inflation est demeurée stable grâce à l'amélioration marquée de la productivité.
- La Réserve fédérale continue de ne pas intervenir, mais le marché du travail serré et la forte croissance de l'économie laissent croire qu'un resserrement de la politique monétaire aux États-Unis pourrait avoir lieu dans un avenir rapproché.

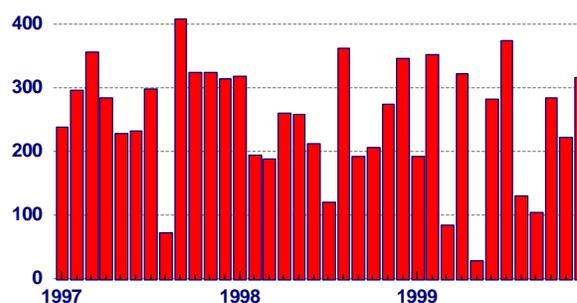
Croissance du PIB réel aux États-Unis

Variation en %, TAD



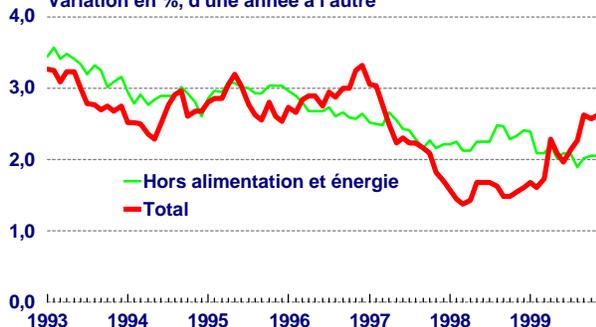
Évolution de l'emploi dans le secteur non agricole aux États-Unis

Variation mensuelle en milliers

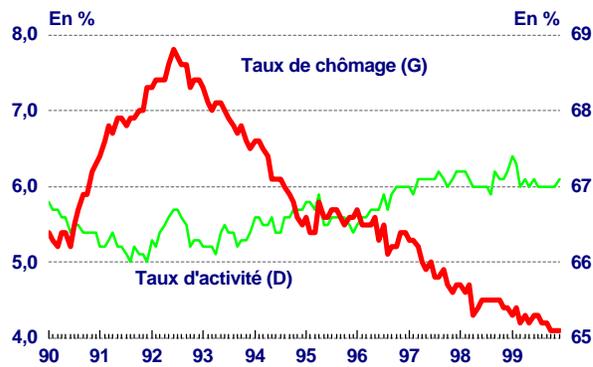


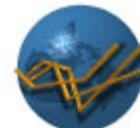
Hausse des prix à la consommation aux États-Unis

Variation en %, d'une année à l'autre



Taux de chômage et d'activité aux États-Unis





Production

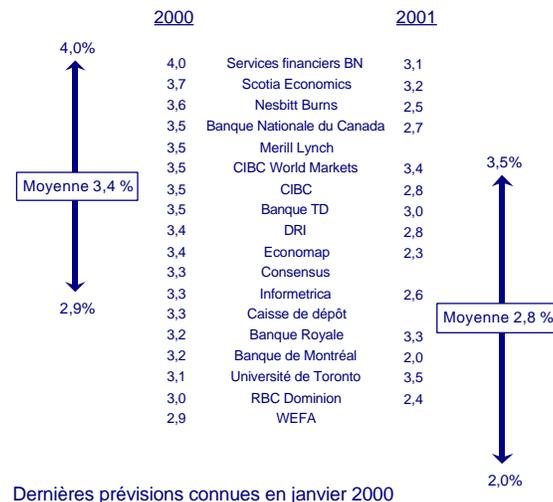
La croissance de l'économie canadienne sera vigoureuse en 2000, bien qu'un peu moins que l'an dernier

- L'économie canadienne a progressé d'environ 3,8 % en 1999, ce qui est de beaucoup supérieur au taux de 2 % prévu au début de l'année dernière.
- Selon les prévisions consensuelles moyennes du secteur privé, la croissance du PIB réel devrait ralentir cette année et s'établir à 3,4 %, mais aucun des prévisionnistes interrogés ne s'attend à une croissance inférieure à 2,9 %. D'autre part, la croissance de la production devrait augmenter légèrement pour atteindre 2,8 % en 2001.
- Le principal facteur qui pourrait venir assombrir ces perspectives est la possibilité que les taux d'intérêt augmentent considérablement, tant au Canada qu'aux États-Unis, advenant l'éclosion de pressions inflationnistes. Certains analystes avancent qu'un revirement soudain dans les prix des actions pourrait également se produire.
- Dans l'édition de décembre de ses Perspectives économiques, l'OCDE prévoit que l'économie canadienne croîtra de 3,0 % en 2000 et de 2,7 % en 2001. Parmi les pays du G-7, seule la France devrait connaître, en moyenne, une croissance plus élevée au cours des deux prochaines années.

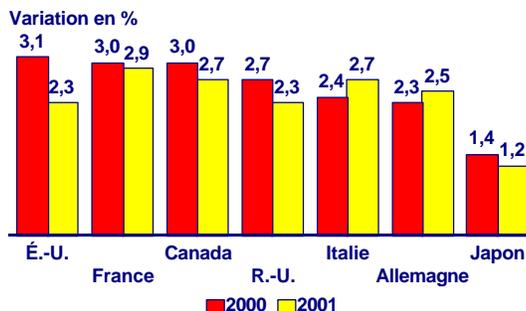
La plupart des principaux groupes industriels devraient afficher des gains importants au cours de l'année qui vient

- Parmi les principaux groupes industriels, les services aux entreprises vont vraisemblablement enregistrer le plus fort taux de croissance cette année (+7,2 %), après avoir réalisé des gains considérables durant les années précédentes.
- Le secteur canadien des mines devrait également croître de façon marquée (+6,4 %), aidé par le redressement important des prix du pétrole brut. Par ailleurs, on prévoit que l'activité dans les autres industries primaires (agriculture, exploitation forestière et services forestiers) n'augmentera que légèrement.
- Le secteur de la construction et le secteur manufacturier devraient faire des progrès importants pour une deuxième année de suite. La vigoureuse demande intérieure stimulera sans doute ces deux secteurs, tandis que le secteur manufacturier profitera en plus de la croissance soutenue du marché américain.
- Outre les autres industries primaires, l'enseignement, la santé et les services sociaux ainsi que les services gouvernementaux devraient voir leur activité s'intensifier, bien qu'à un rythme inférieur à celui du reste de l'économie.

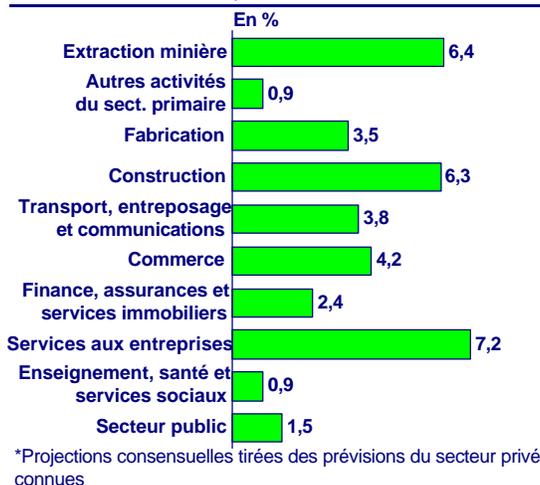
Perspectives de croissance du PIB réel

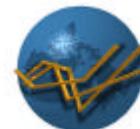


G-7 - Prévision de croissance du PIB réel



Prévision de croissance du PIB réel par branche d'activité, 2000





Dépenses des ménages et dépenses de consommation

Les marchés du travail vont se calmer après la très bonne performance affichée en 1998 et 1999...

- En 1999, le nombre d'emplois nets créés s'est élevé à 384 000 (+2,7 %, taux annuel). Ce gain s'ajoute aux 453 000 emplois créés en 1998 -- le meilleur résultat de la décennie.
- Selon les prévisionnistes du secteur privé, la croissance de l'emploi, bien que toujours forte, va ralentir pour s'établir à 2,2 % en 2000 et en 2001.
- On s'attend à ce que les gains sur le plan de l'emploi soient en grande partie contrebalancés par la croissance de la population active, ne donnant ainsi lieu qu'à une faible amélioration du taux de chômage national au cours des deux prochaines années.
- Malgré tout, selon les prévisionnistes du secteur privé, la récente amélioration sensible de l'emploi ainsi que la possibilité de nouveaux allègements fiscaux devraient se traduire par une hausse des revenus réels après impôt. D'ailleurs, selon les prévisions consensuelles, le revenu disponible réel des particuliers progresserait de 3,4 % en 2000, ce qui serait, le cas échéant, le meilleur résultat observé depuis 1989.

...mais les gains déjà réalisés au chapitre de l'emploi devraient stimuler les dépenses à la consommation...

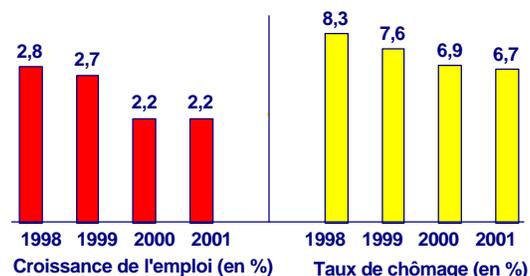
- La hausse des revenus devrait se traduire par une augmentation de 3,0 % des dépenses à la consommation, soit environ le même taux qu'en 1999. Toutefois, la hausse des taux d'intérêt pourrait atténuer la demande des consommateurs, surtout les achats de biens durables de prix unitaire élevé.
- Après un redressement marqué en 1999, le marché du logement devrait connaître une autre bonne année. On pense que la hausse des revenus et la reprise de confiance des consommateurs vont compenser l'incidence des hausses prévues des taux d'intérêt.

...le taux d'inflation selon l'indice des prix à la consommation restant dans les limites de la fourchette cible officielle

- Les récentes hausses des prix de l'énergie ont exercé une pression à la hausse sur l'inflation. La vigoureuse croissance en a fait autant sur les prix, bien que l'appréciation attendue du dollar devrait annuler certaines de ces pressions. Dans l'ensemble, les prévisionnistes s'attendent à ce que l'inflation demeure dans les limites de la fourchette cible officielle de la Banque du Canada (1 à 3 %) pour les deux prochaines années.

Croissance de l'emploi et taux de chômage

Variation en %



*Projections consensuelles tirées des prévisions du secteur privé connues

Revenu disponible réel des particuliers*

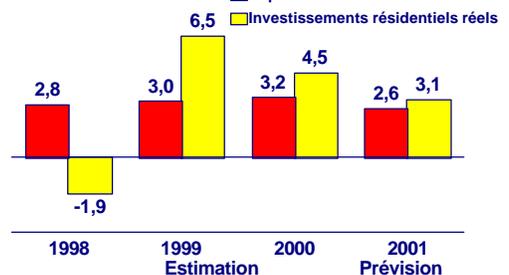
En milliards \$ 1992, TAD



*Projections consensuelles tirées des prévisions du secteur privé connues

Croissance des dépenses de consommation et des investissements résidentiels réels

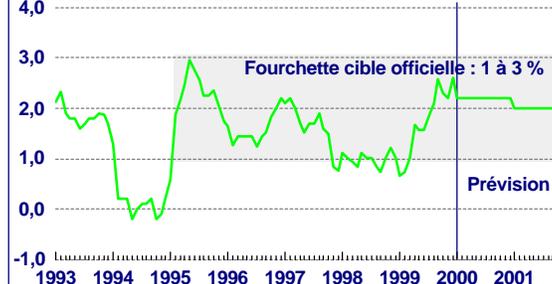
Variation en %



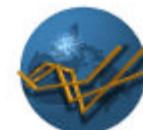
*Projections consensuelles tirées des prévisions du secteur privé connues

Hausse des prix à la consommation

Variation en % d'une année à l'autre



*Projections consensuelles tirées des prévisions du secteur privé connues



Les bénéficiaires des entreprises vont poursuivre leur croissance au cours des deux prochaines années...

- La forte croissance des bénéfices qui devrait se produire cette année et l'année prochaine peut être attribuée en grande partie à la vigueur soutenue de la demande sur les marchés canadien et américain.
- Le récent redressement des prix des produits de base devrait également permettre une amélioration de la situation financière des entreprises appartenant aux industries de ressources naturelles.

...mais le rythme de croissance des investissements va ralentir comparativement à celui de 1999...

- Grâce à des perspectives de bénéfices à la hausse et à une conjoncture économique généralement bonne, on devrait assister encore cette année à une augmentation des investissements. En effet, le taux d'utilisation de la capacité est très élevé, ce qui habituellement donne lieu à une hausse des investissements.
- Les dépenses des entreprises en M&É devraient progresser sensiblement cette année (+7,2 %), même si ce taux est inférieur de moitié à celui observé en 1999. Les achats d'ordinateurs et de matériel connexe vont probablement diminuer, les entreprises mettant fin à leurs dépenses liées au passage à l'an 2000.

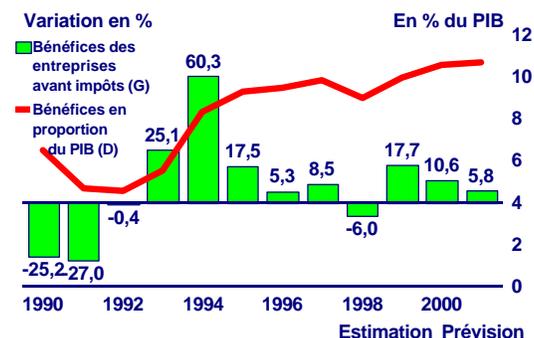
...même si la construction non résidentielle bénéficie d'une intensification des activités dans les champs de pétrole

- Il est prévu que les investissements dans la construction non résidentielle vont s'accélérer cette année, grâce notamment à une intensification des activités dans les champs de pétrole.
- Selon de récentes données sur les permis relatifs à la construction non résidentielle, les projets de dépenses des institutions et des gouvernements pour la construction de bâtiments devraient encore être importants.

Les taux d'intérêt vont vraisemblablement augmenter à court terme

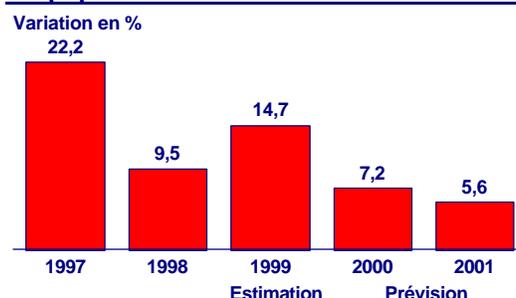
- La plupart des analystes sont d'avis que les taux d'intérêt, tant au Canada qu'aux États-Unis, vont augmenter au début de la nouvelle année, la vigueur soutenue de la croissance incitant les autorités des deux pays à resserrer leur politique monétaire en vue de prévenir l'inflation.

Croissance des bénéfices des entreprises



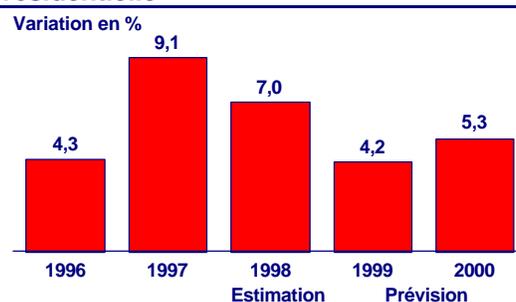
*Projections consensuelles tirées des prévisions du secteur privé connues

Investissements dans les machines et l'équipement



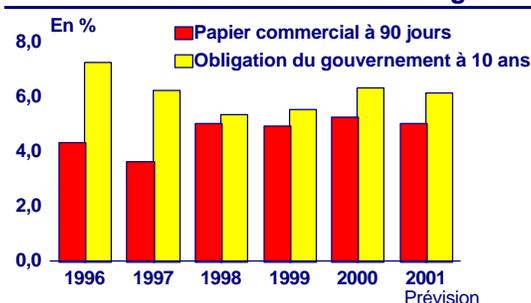
*Projections consensuelles tirées des prévisions du secteur privé connues

Investissements dans la construction non résidentielle

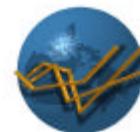


*Projections consensuelles tirées des prévisions du secteur privé connues

Taux d'intérêt à court terme et à long terme



*Projections consensuelles tirées des prévisions du secteur privé connues



L'économie américaine devrait poursuivre sa croissance, mais à un rythme plus lent...

- En 2000, l'activité économique américaine devrait faiblir de façon marquée, passant à 3,6 % par rapport à environ 4,0 % en 1999. Le principal facteur responsable de l'assouplissement de la demande est l'éventualité de hausses des taux d'intérêt, la Réserve fédérale américaine tentant de prévenir l'inflation.

...avec pour résultat une croissance des exportations du Canada inférieure à celle des importations

- Cette année, les exportations canadiennes devraient progresser plus lentement, dans la foulée du ralentissement prévu de l'activité économique aux États-Unis (qui interviennent pour un peu plus de 85 % de toutes les exportations canadiennes).
- Par ailleurs, les exportations à destination de l'Asie-Pacifique devraient s'intensifier puisque ces économies se remettent des crises financières qui les ont frappées. La Colombie-Britannique, en particulier, est bien placée pour profiter de ce revirement de situation.
- Même si la croissance des importations va probablement ralentir en 2000, elle continuera de surpasser celle des exportations.

On prévoit que le compte courant affichera un excédent pour les deux prochaines années...

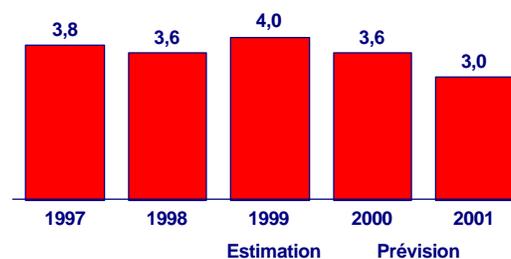
- Le compte courant du Canada est passé à une situation excédentaire au troisième trimestre de 1999 pour la première fois depuis la fin de 1996.
- Les prévisionnistes du secteur privé s'entendent pour dire que le compte courant demeurera excédentaire cette année et l'année prochaine. Comparativement à un déficit estimatif de 1,8 milliard de dollars l'an dernier, le Canada devrait dégager un excédent au compte courant extérieur de 2,2 milliards de dollars en 2000 et de 3,1 milliards de dollars en 2001.

...grâce au raffermissement du dollar canadien

- Le raffermissement des prix mondiaux des produits de base et l'amélioration marquée des facteurs économiques fondamentaux au pays devraient contribuer à soutenir le dollar canadien cette année et l'année prochaine.
- Après s'être établi en moyenne à 67,5 cents US en 1999, le dollar canadien devrait se fixer, en moyenne, aux environs de 70 cents US cette année et à près de 71,5 cents en 2001, selon les prévisionnistes du secteur privé.

Croissance du PIB réel des États-Unis

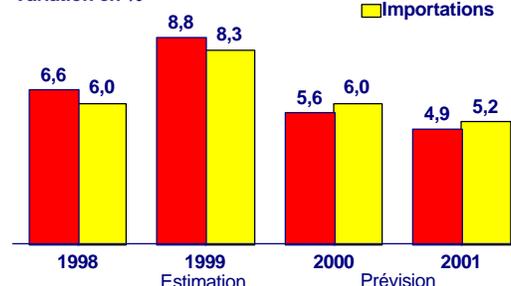
Variation en %



*Projections consensuelles tirées des prévisions du secteur privé connues

Croissance des exportations et des importations réelles

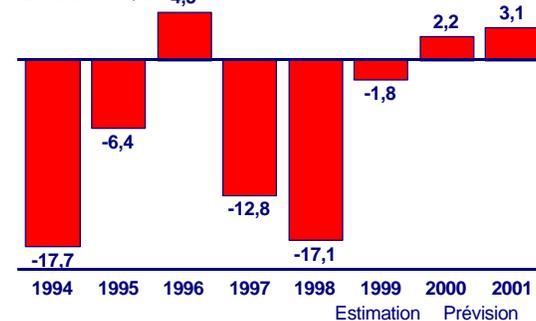
Variation en %



*Projections consensuelles tirées des prévisions du secteur privé connues

Solde du compte courant

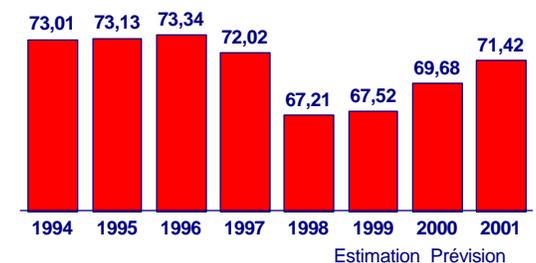
En milliards \$



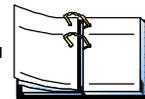
*Projections consensuelles tirées des prévisions du secteur privé connues

Dollar canadien

\$US/\$CAN



*Projections consensuelles tirées des prévisions du secteur privé connues



CANADA

Enquête sur le secteur de la fabrication - Novembre	19 janvier
Commerce international - Novembre	20 janvier
Indice des prix à la consommation - Décembre	21 janvier
PIB au coût des facteurs - Novembre	31 janvier
Enquête sur la situation des entreprises - Janvier	1er février
Enquête sur la population active - Janvier	4 février
Investissements privés et publics au Canada : Perspectives - 2000	23 février
Statistiques sur la situation financière des entreprises - 4e trimestre 1999	25 février
Comptes économiques et comptes financiers nationaux - 4e trimestre 1999	28 février
Balance des paiements internationaux - 4e trimestre 1999	28 février
Taux d'utilisation de la capacité - 4e trimestre 1999	7 mars

ÉTATS-UNIS

Indice des prix à la consommation - Décembre	14 janvier
Commerce international - Novembre	20 janvier
PIB - 4e trimestre 1999, estimations anticipées	28 janvier
Comité de l'open market du Système fédéral de réserve - Réunion.....	1er et 2 février
Situation de l'emploi - Janvier	4 février

Nota : Les IEM de janvier sont fondés sur les données connues au 12 janvier 2000.